

**Journée mondiale de lavage des mains au savon :
Un geste simple pour prévenir certaines maladies !**

MALI 

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 18 OCTOBRE 2023

1445

www.malikile.com

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Retrait des troupes de la MINUSMA à Kidal

**Le Mali dénonce une décision
unilatérale**



**Tunisie : Crime horrible contre les migrants
à la frontière algérienne**



**Burkina Faso : Hommage mérité à l'ancien président
Thomas Sankara**



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

17 Octobre
2023

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



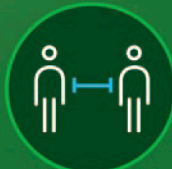
Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Toussier ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

13

Nouveaux cas confirmés

0

Nouveaux guéris

0

Nouveaux décès

0

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

698873 Vaccinations incomplètes

3742757 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

33150

Guéris

32331

Décès

743

dont 01 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.20



P.24



/ Une /

Retrait des troupes de la MINUSMA à Kidal :
Le Mali dénonce une décision unilatérale

P.4

/ Breves /

Forces Armées Maliennes : Gardiennes de l'unité nationale P.13
Reconquête du territoire par l'armée malienne : Ce que propose Me Cheick Oumar Konaré P.13
Nord du Mali : Les populations de Rharous crient à la disette P.14
Remise de ses emprises à l'état malien : La Minusma dans le collimateur du CSP-PSD P.14
CNT : La prolongation qui ne dérange pas P.15

/ Actualité /

Journée mondiale de lavage des mains au savon : P.17
Un geste simple pour prévenir certaines maladies!
Le Mali s'embrace... : Qui donc tire les ficelles ? [Analyse] P.18
L'exclusion d'étudiants à la faculté : Un signal clair de l'urgence de sécuriser nos campus P.20

/ Politique /

Une situation alarmante : L'insécurité des personnes et de leurs biens au Mali P.23
Préparation des futures élections au Mali : La CODEM multiplie les rencontres P.24
Scandale foncier au Mali : Révélations explosives de l'ancien ministre de la justice Mohamed Aly Bathily P.25

/ Culture & Société /

Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté P.27
Encore du travail à faire au Mali

/ International /

Tunisie : Crime horrible contre les migrants à la frontière algérienne P.28
Burkina Faso : P.30
Hommage mérité à l'ancien président Thomas Sankara P.31
RFI : Alain Foka annonce son départ

/ Sport /

Mali-Ouganda : P.33
Les aigles gagnent, mais ...

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

- **Gérant:** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef:**
- **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial:** Youssef Diarra
- **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



Retrait des troupes de la MINUSMA à Kidal | Le Mali dénonce une décision unilatérale

Le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, dans une Note d'information relative à un communiqué de presse publié le 10 octobre dernier par la MINUSMA, a exprimé son étonnement face à la décision unilatérale de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) de retirer ses troupes des postes avancés de Kidal. L'annonce, faite dans un communiqué de presse publié le 10 octobre 2023, a également déclenché l'accueil,

« pour des raisons humanitaires », dans le camp de Kidal, de 111 éléments du bataillon des Forces Armées Maliennes reconstitué (BATFAR), dont la sécurisation relevait de la Mission jusqu'à l'effectivité du transfert.

Le ministère des Affaires étrangères a déploré cette action de la MINUSMA, qui va à l'encontre de l'esprit de coordination et de collaboration entre les deux parties dans le cadre du processus de retrait de la Mission. De plus, cette décision ne respecte pas le plan

de retrait convenu, qui prévoyait que le camp de Kidal soit désengagé entre le 15 et le 30 novembre 2023.

Suite à des notes verbales échangées entre l'Etat-major Général des Armées et la MINUSMA, il avait été demandé que le retrait des postes avancés de Kidal soit reporté à la même date que le désengagement du camp. De plus, le Gouvernement avait sollicité un délai de 72 heures afin de réorganiser et de réadapter le dispositif d'occupation par les



FAMa (Forces Armées Maliennes) de ces postes. Malheureusement, la MINUSMA n'a pas attendu la réaction du Gouvernement et a procédé au retrait sans en informer préalablement les Autorités nationales.

Le ministère des Affaires étrangères condamne également « la trahison dont ont été victimes les FAMa du BATFAR de la part de certains éléments de la CMA (Coordination des Mouvements de l'Azawad) », groupe signataire de l'accord de paix. En effet, en violation de leurs engagements, ces éléments de la CMA ont encerclé, occupé puis enlevé les matériels et les équipements, tout en pillant le dépôt d'armement et de munitions du Mécanisme Opérationnel Conjoint (MOC). Le ministère souligne dès lors la passivité de la MINUSMA face à ces événements

préoccupants, ce qui suscite des interrogations quant aux intentions réelles des protagonistes et à la planification préalable de cette action.

Cette situation met en lumière les défis auxquels fait face la MINUSMA dans sa mission de stabilisation au Mali. Le ministère des Affaires étrangères appelle à une meilleure coordination et à une collaboration plus étroite entre la MINUSMA et le Gouvernement malien afin de garantir la sécurité des troupes et de favoriser une transition pacifique et stable dans la région de Kidal et dans l'ensemble du pays. En réponse aux inquiétudes exprimées par les Nations Unies dans la Note aux correspondants publiée le 14 octobre 2023, le ministère a rappelé que la situation sécuritaire dans le Nord du Mali est marquée par des attaques

terroristes indiscriminées contre les forces de défense et de sécurité maliennes (FDSM), les populations civiles et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

Les FDSM, conformément à leurs missions régaliennes de défense de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, répondent vigoureusement et efficacement à ces attaques, gagnant ainsi du terrain. Elles continuent, selon la partie malienne, de se déployer en vue d'occuper les camps et emprises de la MINUSMA, conformément aux règles et procédures des Nations Unies.

Depuis l'adoption de la résolution 2690, le Gouvernement du Mali, poursuit le ministère malien, coopère



pleinement avec les Nations, notamment la délivrance des autorisations pour les convois logistiques en appui au désengagement des contingents des pays contributeurs des troupes, les autorisations concernant les convois stationnés à Gao qui sont considérablement liées à la situation sécuritaire et seront délivrées en fonction des améliorations constatées.

Le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a enfin rappelé à la MINUSMA son obligation de respecter scrupuleusement le plan de retrait et l'invite à inscrire ses actions dans le cadre des dispo-

sitions de la résolution 2690, qui lui impose la cessation de ses opérations et le transfert de ses tâches en étroite coordination avec le Gouvernement du Mali, au plus tard le 31 décembre 2023.

Cette mise au point du gouvernement malien, révèle, même avec des mots diplomatiquement pesés, l'extrême tension autour de rétrocession des enclaves de Tessalit, Aguel-Hoc et Kidal dont le CSP-PSD veut s'emparer au mépris de toutes les règles en la matière. Mais voilà que l'Etat malien soupçonne la MINUSMA, sans utiliser ce mot, de duplicité.

A quoi faut-il désormais s'attendre dès lors que les FAMA lourdement armés ont conquis Anefis et s'apprête à lancer un dernier assaut sur Kidal désormais fortifié par les ex-rebelles qui, au demeurant, au récupéré une bonne partie de l'armement des BATFAR.

Même si des tractations ont encore lieu à Bamako pour éviter le pire, tout indique que la bataille de Kidal ou pour Kidal aura lieu.

■ **Moctar Sow**

Lire en encadré Note d'information relative au communiqué de presse publié le 10 octobre 2023 par la MINUSMA et à la Note aux correspondants des Nations Unies du 14 octobre 2023.

Ministère des Affaires étrangères
et de la Coopération internationale

République du Mali
Un Peuple – Un But – Une Foi

Secrétariat général

Note d'information relative au Communiqué de presse de la MINUSMA du 10 octobre 2023 et à la Note aux correspondants des Nations Unies du 14 octobre 2023

Le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a pris connaissance du communiqué, publié le 10 octobre 2023, par lequel la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) annonce le retrait de ses troupes des postes avancés de Kidal et l'accueil pour des raisons humanitaires, dans son camp de Kidal, ce même jour, de 111 éléments du bataillon des Forces Armées Maliennes reconstitué (BATFAR), dont la sécurisation relève de la Mission jusqu'à l'effectivité du transfert.

Le Ministère exprime son étonnement et dénonce l'action unilatérale de la MINUSMA, contraire à l'esprit de coordination et de collaboration voulu entre les deux Parties dans le cadre du processus de retrait de la Mission et non conforme au plan de retrait convenu, en ce qui concerne le camp de Kidal. À titre de rappel, le désengagement dudit camp devrait s'effectuer au cours de la période du 15 au 30 novembre 2023. C'est ce qui a amené l'Etat-major Général des Armées à solliciter que le retrait des postes avancés de Kidal soit ramené à la même date, suite aux notes verbales : MINUSMA/PROT/NV/0575/2023-OSRSG du 02 octobre 2023 et MINUSMA/PROT/NV/0590/2023 du 07 octobre 2023. Aussi, la question a-t-elle fait l'objet d'échanges dans la matinée du 10 octobre 2023 entre la MINUSMA et le Gouvernement qui avait demandé un délai de 72 heures afin de réorganiser, voire de réadapter le dispositif d'occupation par les FAMA desdits postes. C'est dans l'attente de la réaction promise de la MINUSMA que les Autorités nationales ont été mises devant le fait accompli.

Le Ministère condamne la trahison dont ont été victimes les FAMA du BATFAR, de la part des éléments de la CMA dont certains appartenaient au même BATFAR. Groupe signataire de l'accord de paix, la CMA, en violation de ses engagements, sans réaction de la MINUSMA, a encerclé, occupé puis enlevé les matériels et les équipements, tout en pillant le dépôt d'armement et de munitions du Mécanisme Opérationnel Conjoint (MOC). L'enchaînement des événements et la passivité de la MINUSMA suscitent de fortes interrogations sur les intentions réelles des protagonistes et la planification préalable de cette action.

En réponse aux inquiétudes exprimées par les Nations Unies, dans la Note aux correspondants, publiée le 14 octobre 2023, faisant état notamment du blocage à Gao des convois logistiques destinés à récupérer les matériels des Nations Unies et des pays contributeurs de troupes, le Ministère rappelle que la situation sécuritaire dans le Nord du pays est marquée par des attaques terroristes indiscriminées contre les forces de défense et de sécurité maliennes (FDSM), les populations civiles et la MINUSMA. Conformément à leurs missions régaliennes de défense de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, les FDSM répondent vigoureusement avec efficacité, à ces attaques et sont en train de gagner du terrain. A cet égard, elles poursuivent leur déploiement en vue de l'occupation des camps et emprises de la MINUSMA, conformément aux règles et procédures des Nations Unies.

Depuis l'adoption de la résolution 2690, le Gouvernement coopère pleinement avec les Nations Unies, notamment en ce qui concerne les autorisations pour les convois logistiques en appui au désengagement des contingents des pays contributeurs de troupes. Les autorisations concernent



les convois stationnés à Gao sont considérablement liées à la situation sécuritaire et seront délivrées en fonction des améliorations constatées.

Enfin, le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale rappelle à la MINUSMA l'obligation de respecter scrupuleusement le plan de retrait et l'invite à inscrire ses actions dans le cadre des dispositions de la résolution 2690 qui lui instruit la cessation de ses opérations et le transfert de ses tâches en étroite coordination avec le Gouvernement du Mali, au plus tard le 31 décembre 2023.



Koulouba, le 16 octobre 2023

malikile.com

LE QUOTIDIEN D'INFORMATION DE COMMUNICATION ET DE PUBLICITE

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! *



Info Mobile du Zondoma



#Alain_FOKA_démissionne_de_RFI
Alain Foka, journaliste d'origine camerounaise et présentateur de renom, a annoncé ce 17 Octobre 2023; son départ de Radio France Internationale (RFI) à la fin du mois d'octobre 2023 après trois décennies de bons et loyaux services.



Awa Sylla



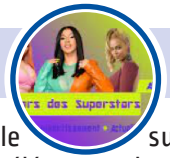
Le soninke n'est plus un dialecte mais une langue maintenant. Deuxième langue africaine reconnue par l'UNESCO après le

Sekou Konare



Je préfère une centrale solaire, en attendant l'arrivée de la mer promise par honorable Fomba

L'univers des Superstars



50 Cent prends la parole sur Jada Pinkett Smith après qu'elle ait révélé dans son livre qu'elle avait vendu de la drogue dans sa jeunesse :» Ok, trop c'est trop Free Will Smith".



■ Thiam Officiel



Dans la vie il y aura toujours des gens pour te critiquer, te jalouser, t'intimider.... mais il y aura toujours des gens pour t'aider, t'aimer, surtout te respecter, tien bon frère, le temps est un juge impitoyable.jah rastafari



■ Rap Météo



50 CENT

Le Sauveur de Will Smith ?!

Après les dernières déclarations de Jada sur le fait qu'elle croyait que la gifle de Will sur Chris Rock était un sketch l'auteur de « Candy Shop » réagit à sa manière sur les réseaux.

Ses Propos

« Ok, trop c'est trop Free Will Smith”

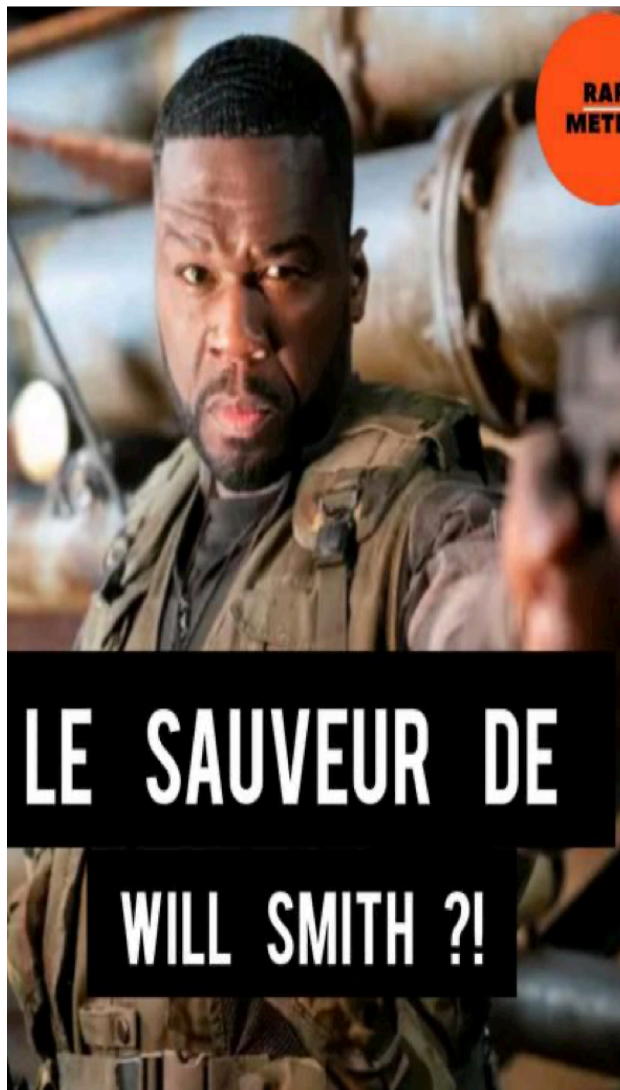
Depuis, les internautes ne cessent de publier le hashtag #FreeWillSmith sur les réseaux sociaux.

Cette histoire va très loin.

Vos avis...

#rapmétéo

#AllonsSeulement



■ Oumar Barou Officiel



Après Me Mountaga TALL, le RDS du Pr Youssouss Haméye DICKO prend position pour les palestiniens dans le conflit qui s'oppose à l'Etat d'Israël.

Rassemblement pour le Développement et la Solidarité
 R.D.S.
 Loyauté - Effort - Solidarité

Bamako, le20.....
Le Président du Conseil Exécutif

DECLARATION SUR LA PALESTINE du 16 Octobre 2023

Le Rassemblement pour le Développement et la Solidarité (R.D.S.), parti historique malien de la SOLIDARITE, suit avec une grande attention l'évolution de la situation du Moyen Orient.

Le R.D.S. s'incline sur la mémoire de TOUTES LES VICTIMES INNOCENTES que le Conflit opposant la Palestine à l'Etat Sioniste d'Israël a pu faire.

Notre Parti, le R.D.S., de 2003 à nos jours, a constamment été SOLIDAIRE DU GRAND PEUPLE PALESTINIEN qui fait face depuis 75 ans à la COLONISATION du régime FASCISTE, GENOCIDAIRE et d'APARTHEID d'Israël.

Pour s'en convaincre, il suffirait d'écouter sur LCI le Colonel Olivier Raewicz, ancien porte-parole de l'armée israélienne, aux accents hystériques du IIIème Reich.

Encore aujourd'hui, les états complices, par leur inaction, laissent préparer le possible plus grand crime contre l'humanité de ce début de 21^{ème} Siècle basé sur le vol de la terre palestinienne.

Ainsi, rien ne justifie, jamais, qu'Israël et ses complices, expulsent 1,2 millions de Palestiniens de leurs domiciles, de leurs villes et villages, de leurs champs pour s'approprier leurs terres. Pourtant Israël et ses complices le savent, ni Pharaon de l'exode, ni le « pharaon » du IIIème Reich, ni personne n'échappe à l'effet vengeur des larmes de l'opprimé.

Encore aujourd'hui, il se trouve des états complices par leurs appuis, pour défendre le droit au massacre systématique d'un peuple, de milliers d'enfants, de femmes et de civils, massacre organisé par un état qui brandit le SIONISME en dévoyant les principes de la religion juive : TU NE TUERAS POINT... TU NE VOLERAS POINT !

En effet, les 2.670 personnes assassinées par l'armée israélienne ne sont pas les soldats du HAMAS, mais les femmes et les enfants de Palestine.

Le R.D.S. lance un appel aux autorités de la Transition en leur demandant de porter la voix du Peuple palestinien auprès des organisations dont nous faisons partie.

La Palestine peut sembler loin, très loin du Mali, mais sachez que ce schéma de nations coalisées pour voler la terre d'autrui n'est pas sans rappeler celui de notre brave Patrie le MALI qu'une union de forces du mal cherche à partitionner !

Peuple Palestinien, le R.D.S. te salue pour ta résistance ta résilience !

**JUSTICE POUR LA PALESTINE ! UN ETAT POUR LA PALESTINE !
 VIVE LE R.D.S., VIVE LE PEUPLE DE LA PALESTINE, VIVE LE PEUPLE DU MALI, POUR UN DEVELOPPEMENT SOLIDAIRE !**

Le Président du R.D.S.
 P^r El Hajj Younouss Haméye DICKO
 Commandeur de l'Ordre National du Mali
 Chevalier de l'Ordre Internationale des Palmes Académiques du CAMES
 Ancien Ministre

Rassemblement pour le Développement et la Solidarité
 Séhinkoro Dramarchoougou, face au Lycée Dramane Diallo
 +223 76 21 83 90 / rds.mali@protonmail.com

■ Alassane Souleymane



@SouleymaneGm

FRANCE/MALI/LECORNU. Le ministre français Lecornu prédit une partition du Mali, celle qui devait être l'œuvre de leur sabre «Takuba» et qui est annihilée par la résistance du vaillant peuple malien et de son Armée. Bazoum avait prédit la chute de Gao et Ménaka. On sait la suite.

■ Alassane Souleymane



@SouleymaneGm

LE RETRAIT DE LA MINUSMA, dernière opportunité pour le coq français blessé de donner les derniers coups de becs et de griffes au Mali. La France est le ver qui se trouve dans le fruit MINUSMA. Mais les autorités maliennes, les FAMA et le peuple malien restent un rempart solide.

■ Niang Abdoul



@NiangAbdoul15

#Israël - #Palestine : Mon pays brûle et saigne il y a une décennie dans une quasi-indifférence. Mais on a le toupet de m'inviter à prendre position dans un conflit judéo-arabe à 4922 km de Bamako ! Pauvre africain

■ Serge Daniel



@sergedanielinfo

#Mali-Tessalit / Nouveaux tirs vers la piste d'atterrissage de la localité de Tessalit ce 17/10/ des rebelles du CSP-PSD contre un avion des Forces Armées Maliennes/ Partenaires Russes W . L'appareil a pu atterrir et décoller.

COMMUNIQUÉ

COMMISSION BIOMÉTRIE



La Direction Générale de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les bénéficiaires de pension résidant dans le **district de Bamako**, qu'en marge **de la fourniture des pièces périodiques**, elle procédera à leur **enrôlement biométrique** à partir du **1er octobre 2023**. Cet enrôlement aura pour effet la production de cartes d'assurés biométriques.

Dans un premier temps, l'enrôlement biométrique concernera uniquement les pensionnés de Bamako.

Ils peuvent se présenter dans les Agences Principales de Bamako munis de leur **acte de naissance**.

La Direction Générale sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 25 septembre 2023

La Direction Générale



(+223) 20 22 59 17



www.inps.ml



infos@inps.ml



INPS.Mali



@INPS_Mali

Forces Armées Maliennes : Gardiennes de l'unité nationale

Depuis plusieurs mois, le Mali se trouve plongé dans un conflit dévastateur, où l'armée malienne se bat courageusement contre les Groupes Armés Terroristes (GAT) pour reconquérir son territoire. Cette lutte a mis en lumière l'impératif de préserver l'unité nationale, fondement de la souveraineté du pays.



Face à cette crise, il est crucial de transcender les clivages politiques et les intérêts individuels au profit de l'intérêt commun. L'unité du Mali doit prévaloir sur toute autre considération, afin d'éviter une division qui serait préjudiciable à notre nation et à notre identité.

Le patriotisme et le nationalisme émergent comme des piliers incontournables de l'existence de la nation malienne. Ils incarnent la délimitation claire de nos territoires et de nos populations, et sont essentiels pour maintenir la cohésion qui fait la force de notre pays.

Dans ce contexte, le soutien indéfectible envers les Forces Armées Maliennes (FAMAS) s'avère impératif. Imposer l'autorité de l'État et du pouvoir central de Bamako est une nécessité pour garantir la cohésion sociale et la préservation de notre unité nationale.

Nous ne pouvons rester indifférents aux velléités de partition du Mali, particulièrement celles prônées par la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA). Une telle démarche s'oppose à l'histoire de coexistence entre les populations du nord et du sud du Mali. Encourager

la partition serait une erreur aux conséquences désastreuses.

Nous lançons donc un appel pressant aux mouvements rebelles : renoncez à ce projet de partition et réintégrez la république unitaire et laïque du Mali. C'est en unissant nos forces que nous surmonterons les défis qui se dressent devant nous.

L'impératif de préserver l'unité nationale du Mali résonne comme une priorité absolue en ces temps de conflit et d'insécurité. La solidarité envers nos forces armées et le rejet catégorique de tout projet de partition sont les garants de notre survie en tant qu'État malien. Le patriotisme et le nationalisme sont nos guides dans cette quête pour un Mali uni et prospère.

Sogolo Mussa

Source: Bamada.net

Reconquête du territoire par l'armée malienne : Ce que propose Me Cheick Oumar Konaré

Invité sur le plateau du débat du dimanche d'Africable télévision du 15 octobre 2023, Me Cheick Oumar Konaré et ses Co débatteurs ont largement débattu de la rétrocession des emprises de la Minusma de Kidal, Aguelhok et Tessalit à l'armée malienne.

Selon Me Konaré, il est temps que les autorités maliennes prennent des mesures fortes pour la reprise totale du Nord du Mali.

Face au présentateur du jour, Me Cheick Oumar Konaré a fait un rappel de l'expulsion de l'armée française de notre territoire.

« Suite à l'expulsion de l'armée française et de la MINUSMA de notre pays, j'ai lancé un message expliquant clairement que le Mali était en danger. Nous avons toujours compté sur la MINUSMA pour assurer la protection des FAMa qui n'étaient plus en position de force. Aujourd'hui, nos FAMa ont libéré 4 emprises et ont déjà évacué une grande partie de ces matériels. À mon avis, nous avons vraiment évité le pire, il est temps de prendre des mesures fortes pour la reprise totale du Nord du Mali », a-t-il fait savoir.

Et d'ajouter : « La prise en compte de certaines réalités pourrait enrichir la stratégie des autorités maliennes par rapport au Nord du Mali. Avec le départ de la France, nous avons pu rééquiper notre armée, car avant nous étions condamnés à fuir lors des attaques et ces attaques étaient en lien étroit avec notre armement. Et

tant que la MINUSMA était là, nous ne pouvions pas reconquérir le Nord du Mali à défaut des djihadistes formés par la CMA et Iyad. C'est avec le départ de la MINUSMA que nous avons pu nourrir l'espoir que nous sommes en train de récupérer une grande partie de notre territoire. Il va falloir reprendre des engagements datant de 1991, lors des accords de Tamanrasset, qui n'est rien d'autre que de démilitariser le Nord de la frontière algérienne. Le Mali a évacué tous ces postes de contrôle, qui ont causé la prise de toutes ces emprises, donc de bases. On doit introduire à chaque 50 km une base militaire pour stopper l'avancée des terroristes, de tous ces trafics et reprendre notre pays en main. Il y a aussi certains facteurs comme le manque d'électricité, d'eau, et de réseau internet au Nord alors que les fonds sont versés mais aucun résultat. L'Etat doit se mettre dans une posture de développement, qu'on ne soit pas comme les deux républiques, laisser la population à son triste sort et les fonds doivent être versés à des représentants légaux de l'Etat ».

Source : l'Indicateur du Renouveau



Nord du Mali

Les populations de Rharous crient à la disette

Plus que Tombouctou et Gao, c'est la localité de Rharous qui fait davantage les frais de l'impitoyable blocus des groupes armés terroristes. Le phénomène affecte la population au point d'éclipser le décès de l'ancien préfet Drissa Sanogo jadis enlevé par les djihadistes.

Les mêmes qui infligent également à toute la région de Tombouctou ainsi qu'à celle de Gao un embargo que les autorités du pays feignent d'ignorer alors

que les voies fluviales, moyens incontournables d'acheminement des cargaisons de denrées alimentaires, demeurent inaccessibles et bouchées depuis la tragédie du bateau «Tombouctou». Au risque d'être arraisonnée et vidée de leurs contenus, les pinasses sont également aux arrêts au grand de consommateurs frappées à la fois par les obus et sur le porte-monnaie avec la hausse vertigineuse des prix. Les consommateurs de la localité de Rharous en souffrent beaucoup et tirent la sonnette d'alarme sur l'imminence d'une disette inédite. Et pour cause, à la différence des deux chefs-lieux de région, aucune réserve de stocks ne vient soulager les consommateurs. Riches et pauvres sont logés à la même enceinte parce que pour supporter le poids l'inflation il faut que la denrée soit disponible. Or les pirates et maraudeurs djihadistes sont aux aguets de la moindre cargaison à destination d'une localité où les lanceurs d'alerte craignent que la famine n'entraîne dans son sillage d'autres phénomènes sociaux.

La Rédaction

Source : Le Témoin



Remise de ses emprises à l'état malien : La Minusma dans le collimateur du CSP-PSD

Satisfait des efforts consentis jusqu'à l'adoption de la résolution de son retrait, les mouvements membres du CSP-PSD – ou du moins ce qu'il en reste après les défections consécutives au déclenchement des hostilités – ne sont plus sur la même longueur d'ondes que la Minusma. C'est du moins ce que laisse croire un communiqué en date du 13 octobre dans lequel les groupes séparatistes pointent du doigt certaines actes qu'ils jugent « inacceptables », ce à moins de 3 mois de l'échéance de son retrait définitif du pays. Ces actions, selon le communiqué du CSP-PSD, mettent en doute le principe d'impartialité de la mission onusienne.

La CMA et consorts dénoncent notamment le fait que la MINUSMA, responsable de l'aéroport de Tessalit, permette l'arrivée de nouvelles troupes FAMA en renforcement de la compagnie déjà présente à Amachach (Tessalit) conformément au cessez-le-feu de 2014. Selon le communiqué, la Minusma, depuis ce 12 Octobre, permet au Gouvernement d'installer à ses côtés des éléments de la milice Wagner connue pour ses atrocités contre les populations civiles et considérée comme une organisation terroriste par plusieurs pays à travers le monde. Cette cohabitation avec des mercenaires, aux yeux des mouvements armés autonomistes, intervient en violation de toutes les conventions internationales et régionales sur le mercenariat. «Toutes ces manœuvres frôlant le parti-pris, s'opèrent dans un climat de forte tensions militaires sur le terrain avec les tentatives de forcing des FAMA à atteindre lesdites emprises suivant un chronogramme que le Gouvernement a adopté avec la MINUSMA», s'insurgent-ils en dénonçant au passage un chronogramme de retrait qu'ils soupçonnent d'être volontairement arrimé au rythme opérationnel et tactique des forces maliennes et de leur partenaire.

Le CSP-PSD plaide par conséquent pour le respect strict du chronogramme de retrait de la mission avant le 31 Décembre et ne passera visiblement d'aucunes actions pour faire obstacle à la remise de toutes les emprises de la Minusma aux FAMA.

Amidou KEÏTA
Source : Le Témoin



CNT :

La prolongation qui ne dérange pas

Au cœur de sorties fracassantes et alambiquées, l'organe législatif voit son mandat s'élaner dans le temps pour le plus grand bonheur de ses membres. Contesté par une infime portion de l'opinion hostile au principe de nomination des législateurs, le CNT connaîtra un renouvellement de son bail. Le report de Koulouba 2024 à une date ultérieure donne le sourire aux locataires du CICB. Installés en décembre 2020, les conseillers étaient censés passer la main à des parlementaires élus en fin de transition. Désormais ils devront continuer la prestigieuse mission pour laquelle ça se bouscule au portillon du CNT en vue d'accéder au titre de législateur de transition.



Pour rappel, c'est ce mois d'octobre qui était précédemment annoncé pour l'élection des députés avec une convocation du collège électoral en juillet 2023 et la campagne électorale suivie du déroulement du 1er tour en cette période de rentrée scolaire. L'avortement desdites législatives autorise ainsi le colonel Malick Diaw et ses 146 autres collègues de se maintenir plus longtemps qu'attendu pour autant que la présidentielle est l'unique scrutin envisagé par les autorités en 2024. On est éventuellement parti pour des députations en 2025 et l'occasion pour les membres du CNT de boucler un mandat plein comme leurs homologues élus.

Sauf qu'en cette année 2023, le parlement s'est illustré par une absence de débat suite à la disette d'interpellations en dépit des défaillances de plusieurs ministres en deçà des attentes de la population.

IKÉÏTA
Source : Le Témoin



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en oeuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux

niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;

- d'émettre un avis sur la mise en oeuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites ;

Article 6 : Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Journée mondiale de lavage des mains au savon : Un geste simple pour prévenir certaines maladies



Comme dans d'autres pays du monde, le Mali a célébré avec enthousiasme le lundi 16 octobre 2023, la 16ème édition de la journée mondiale de lavage des mains au savon. Cela a été marqué par une leçon modèle sur le sujet et le lancement d'une caravane de sensibilisation qui parcourra toutes les communes du district de Bamako. La cérémonie s'est déroulée au groupe scolaire de Niamakoro, en présence du ministre de la Santé et du Développement social, le Colonel Assan Badiallo Touré, et du ministre de l'Éducation nationale, le Dr Amadou Sy Savané. Les membres des deux ministères, ainsi que la Directrice de l'Académie d'Enseignement de Bamako rive droite, Mme Koné

Dédéou Mahamane Traoré, le Directeur adjoint, Youssouf Konaté, le Directeur du centre d'animation pédagogique de Faladiè, Jidou Ag EIK-alifa, les enseignants et les élèves enthousiastes étaient également présents.

Il est important de rappeler que la journée mondiale de lavage des mains au savon est une campagne visant à motiver et mobiliser les populations du monde entier pour améliorer leurs habitudes de lavage des mains. Cette journée est commémorée chaque 15 octobre. Se laver les mains est un geste simple et l'un des moyens les plus efficaces pour prévenir la propagation des germes. Des mains propres peuvent

empêcher les germes de se propager d'une personne à une autre et dans toute une communauté.

Sur les banderoles, on pouvait lire : «Le lavage des mains au savon nous protège contre les maladies diarrhéiques, la maladie à virus Ebola, la grippe, le trachome, certaines infections de la peau et la maladie à coronavirus.»

La cérémonie a débuté par la montée des couleurs suivie de l'exécution de l'hymne national du Mali. Après cet acte citoyen et patriotique, les membres de la délégation ministérielle ont assisté à une leçon modèle sur le lavage des mains au savon dans une classe de 8ème. Pendant la



leçon, l'enseignant a mis l'accent sur l'importance du lavage des mains.

Très satisfaite de la leçon dispensée, la ministre de la Santé et du Développement social, le Colonel Assan Badiallo Touré, a souligné les raisons de la célébration de la journée mondiale de lavage des mains. Elle a encouragé les élèves à se laver les mains, en particulier lors des moments critiques, afin de prévenir certaines maladies. Elle a également précisé que la préservation

de la santé de la population contre les maladies est l'une des priorités des autorités de la transition. Pour sa part, le chef du département de l'Éducation Nationale, Dr Amadou Sy Savané, a souligné que ce geste simple permet de préserver sa santé et celle des autres. Il est important de sensibiliser les élèves afin qu'ils intègrent ce comportement dans leur quotidien. De plus, il a réaffirmé son engagement à soutenir toutes les initiatives visant à créer un environnement favorable à l'apprentis-

sage. Enfin, il a exprimé sa gratitude envers la communauté pour cette mobilisation qui s'inscrit dans le cadre de la lutte contre les maladies liées à l'hygiène insuffisante.

La cérémonie de célébration de la 16ème édition de la Journée mondiale du lavage des mains au savon s'est conclue par le lancement d'une caravane de sensibilisation et une photo de groupe.

■ Ibrahim Sanogo

Le Mali s'embrase... Qui donc tire les ficelles ? (Analyse)

— chassés, les derniers soldats français de l'opération barkhane quittaient le Mali, le 10 octobre 2022. Un premier anniversaire marqué par un embrasement inter-croisé de violence, prenant pour cible le pouvoir militaire en place.

L'euphorique adhésion populaire au slogan souverainiste "Mali Kura" (Mali nouveau, en bamba-

ra) qui a accompagné le divorce des colonels au pouvoir d'avec Paris et ses partenaires, semble être tom-

bée, notamment à l'intérieur d'un pays, confronté à une vague grandissante d'attaques, de combats meur-



triers et de massacres de civils, ne se limitant plus au seul Nord, fief des salafistes, des extrémistes et des rebelles indépendantistes touaregs. Analystes et hommes politiques, dont la sous-secrétaire d'Etat américaine, Victoria Nuland, décrivent une situation "délétère et une détérioration des conditions de beau-coup de Maliens.

– Le difficile challenge de l'armée...

En menant leur putsch du 18 août 2020, les jeunes colonels ont mis de l'avant la corruption du pouvoir, sa totale obédience à l'Occident, particulièrement la France, accusée de "pillier" le Mali, son incapacité à relancer l'économie et, surtout, à assurer la sécurité. Ils allaient, également, retenir les deux derniers griefs contre le nouveau président et son gouvernement pour les révoquer, neuf mois après les avoir eux-mêmes installés et les remplacer par des militaires, prenant ainsi en main le gros des rouages de l'Etat. Ce faisant, ils ont promis de faire cesser l'exploitation inéquitable

des ressources du pays, d'œuvrer à développer son économie, en commençant par rétablir ordre, sécurité et stabilité...sans l'aide française et son contingent de l'opération Barkhane, ni celle de l'ONU et les forces de sa MINUSMA (mission onusienne pour la paix au Mali).

Ils relevaient ainsi un difficile défi, plaçant haut la barre, dans un vaste territoire où pullulent les cellules du Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans (GSIM), branche d'Al-Qaïda au Sahel et celles de Daech du Grand Sahara qui a mis sous sa coupe de larges pans du Nord du pays. Sans compter les insoumis touaregs dont les vellétés de sédition étaient à peine contenues par les accords de paix d'Alger (2015) et par la présence de forces internationales, même s'ils étaient souvent occupés à se disputer, dans le sang, des zones d'influence avec les terroristes de Daech et du GSIM.

Le challenge est d'autant plus ardu, que l'armée de 40 000 hommes est sous équipée et sans grandes res-

sources. Et que le groupe Wagner participe ou pas aux opérations de traque des cellules de Daech et d'Al-Qaïda, cela ne diminue en rien de la titanesque tâche de neutraliser insoumis et terroristes, ni de protéger l'ensemble des Maliens, notamment ceux des régions reculées. Une réalité qui s'applique aux autres pays voisins où opèrent ces groupes terroristes et qui a fait dire à Sébastien Lecornu, le ministre français des Armées, qu'au rythme où vont les choses "le Sahel risque de s'effondrer sur lui-même".

Et puis quoi qu'on reprochât aux forces de la MINUSMA et davantage à celles de Barkhane, et aussi réel que soit le fait que la France et ses partenaires exploitaient et "monnayaient" exagérément leur présence, 25 000 soldats, avec des équipements de pointe, constituaient au moins un facteur relatif de dissuasion et d'atténuation des exactions dans les zones de turbulences.

– Rébellion touarègue et course aux camps

En tout cas, si les attaques des éléments d'Al-Qaïda et de Daech contre des postes de l'armée et des villages, notamment au Nord et à l'Est du pays, n'ont jamais cessé, elles ont pris une toute autre dimension, ces dernières semaines, s'étendant à l'Ouest, au Centre et jusqu'aux abords de la capitale même. La ville stratégique de Tombouctou, tenue par l'armée, a été, elle isolée, ses voies d'accès ayant été bloquées par les hommes d'Al-Qaïda. Les attaques ont, également, gagné en férocité, faisant des centaines, voire des milliers, de victimes civiles, outre les actes de pillage et de destruction au feu de villages entiers. Le Haut-commissariat aux réfugiés estime à 320 000 le nombre des déplacés qui ont fui leurs terres vers le proche Niger ou pour d'autres zones plus sécurisées.

Cet embrasement, qui semble comme coordonné, a coïncidé avec une dangereuse escalade de violence, entraînant une confrontation entre l'armée et la Coordination des mouvements de l'Azawad, à majorité touarègue, qui a déclaré "être en temps de guerre", dans ce qui est interprété davantage qu'une velléité de rébellion, une véritable volonté d'en découdre avec Bamako, comme

cela fut le cas entre 2012 et 2014. Des camps et des postes avancés militaires sont assaillis et on parle même de petites villes qui sont "tombées", telle Bambara.

La grande urgence pour le pouvoir est, toutefois, d'empêcher l'Azawad de contrôler les camps de la MINUSMA, en particulier ceux de Tessalit et d'Aguelhok, deux localités à proximité de Kidal -sous contrôle des rebelles-, la ville stratégique d'une région où le trafic d'armes, de drogue et autres prospère. C'est pourquoi l'armée a concentré ses efforts, en vue de la reprendre et d'en ratisser les environs, ce qui n'est pas une mince affaire, son convoi, parti de Gao, le 2 octobre, ayant déjà subi des attaques de la Coordination. Aussi les deux parties feront-elles tout pour mettre définitivement la main sur la ville, à laquelle la rébellion tente par tous les moyens d'empêcher l'armée régulière d'arriver.

Mais d'ores et déjà, cette dernière a remporté une importante victoire, après avoir réussi à déloger les rebelles d'Anéfis, une ville-clé, sur la route de Kidal, l'objectif central de l'armée qui assure pouvoir l'atteindre, par un contrôle total, en novembre prochain.

Au-delà de l'issue de cette confrontation et de ses conséquences sur les deux protagonistes, ce regain de tensions et de violence visant à affaiblir le nouveau pouvoir, où les luttes internes inter-factions rebelles sont (provisoirement ?) mises de côté, semble comme préparé et coordonné, avec des moyens conséquents. Qui est derrière et à travers qui ? En fait, ils sont nombreux, sur le continent et ailleurs, qui voient d'un mauvais œil les putschs du Mali, du Burkina-Faso, du Niger, du Tchad ou de la Guinée...

Le pouvoir malien est-il en train de subir les conséquences de son rapprochement de la Russie, trop occupée par son conflit ukrainien, pour lui être d'un grand secours ?

Ce qui est sûr, c'est que les richesses du sous-sol malien sont et demeureront convoitées de tous. Or, fer, cuivre, uranium, lithium, manganèse, phosphate, nickel... ça ne se laisse pas aller dans d'autres poches.

Ce qui est encore plus sûr, c'est que la voie de la paix, de la stabilité et de la relance économique au Mali est encore longue...

■ AA / Tunis / Slah Grichi (**)

L'exclusion d'étudiants à la faculté : Un signal clair de l'urgence de sécuriser nos campus

L'enseignement supérieur est souvent considéré comme un sanctuaire du savoir, un lieu où la jeunesse est censée se préparer à un avenir meilleur. Cependant, les récentes révélations sur la situation préoccupante dans le milieu universitaire au Mali nous obligent à regarder au-delà des manuels et des salles de classe, pour comprendre un problème bien plus urgent. La sécurité et la violence sur les campus universitaires sont devenues des sujets de préoccupation majeurs, exigeant une attention immédiate et des solutions durables.

L'exclusion de 17 étudiants par le Centre national des œuvres universitaires (CNOU) pour détention d'armes, qu'elles soient à feu ou blanches, est une mesure

draconienne qui témoigne d'une préoccupation sérieuse concernant la sécurité sur les campus universitaires. Cette décision n'a pas été prise à la légère, mais elle est révé-

latrice d'un mal profond qui ronge le milieu étudiant au Mali. Les chiffres ne mentent pas, car avant ces exclusions, 49 étudiants avaient été arrêtés en possession d'armes à feu



artisanales et d'armes blanches, mettant en évidence l'ampleur du problème.

Ce qui est encore plus alarmant, c'est que ces armes ne sont pas simplement des objets inoffensifs, mais des outils de violence et de conflit entre différents groupes d'étudiants. Les affrontements qui éclatent sur les campus évoluent parfois en véritables guérillas, où les armes jouent un rôle prépondérant. Les conséquences de ces violences ne sont pas seulement des chiffres, mais des vies brisées et des traumatismes profonds.

La situation est devenue si grave que même les enseignants de la Faculté des Sciences Techniques expriment leur préoccupation. Certains d'entre eux menacent d'arrêter les

cours si des mesures adéquates ne sont pas prises pour remédier à la situation. Cette réaction des professeurs met en évidence la gravité de la situation et les craintes pour la sécurité des membres du personnel enseignant.

Un aspect clé de cette situation est le rôle de l'Association des Elèves et Etudiants du Mali (AEEM). Le texte suggère que les affrontements sont souvent liés à des factions d'étudiants affiliées à l'AEEM. Cette révélation soulève des questions importantes sur la nécessité d'une réforme au sein de cette association pour contribuer à la résolution de la violence.

La situation décrite dans le texte met en évidence un problème sérieux de sécurité et de violence au

sein des universités au Mali. Des mesures drastiques, telles que l'exclusion d'étudiants, ont été prises, mais il est clair que des solutions plus globales et à long terme sont nécessaires pour rétablir un environnement d'apprentissage sûr et propice. Cela pourrait impliquer une collaboration entre les autorités universitaires, le gouvernement, les enseignants et les étudiants pour trouver des solutions efficaces. La violence ne devrait pas avoir de place dans les salles de classe, et il est de notre devoir de garantir un avenir meilleur pour les générations à venir en mettant fin à cette culture de la violence dans nos universités.

■ **Fatoumata Bintou Y**
Source : Bamada.net



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSÔ »**



**APPEL
GRATUIT**

**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Une situation alarmante : L'insécurité des personnes et de leurs biens au Mali



Le Mali, tout comme certains pays d'Afrique de l'Ouest, fait face à une situation préoccupante en matière de sécurité des individus et de leurs biens. Malgré les efforts déployés par les autorités pour y remédier, le pays est plongé dans une spirale de violence et de criminalité, mettant en danger la vie de ses habitants et leur patrimoine. Cet article met en évidence les défis auxquels le Mali est confronté en matière de sécurité, ainsi que les conséquences dévastatrices sur la population.

Il est important de rappeler que le Mali connaît une augmentation alarmante des actes criminels

ces dernières années, avec une recrudescence des vols, des agressions et des enlèvements. Les bandes criminelles, les groupes terroristes et les gangs sont devenus de plus en plus actifs, semant la terreur et l'insécurité dans tout le pays.

Le pays est également confronté à une menace importante liée au terrorisme, avec la présence de groupes tels qu'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et d'autres groupes affiliés. Ces groupes armés opèrent principalement dans les régions du nord du pays, où ils mènent des attaques contre les forces de

sécurité et la population civile. La situation est d'autant plus préoccupante que ces groupes cherchent à étendre leur influence dans d'autres parties du pays.

Il est impératif de souligner que l'insécurité généralisée a un impact dévastateur sur la vie des Maliens. Les citoyens se sentent de plus en plus vulnérables et vivent dans la crainte constante d'être les prochaines victimes d'actes criminels ou d'attentats terroristes. En conséquence, de nombreux secteurs de l'économie, tels que le tourisme, sont gravement touchés, entraînant une baisse des revenus et une perte d'emplois.

C'est pourquoi les autorités maliennes ont déployé d'importants efforts pour lutter contre l'insécurité. Des opérations militaires ont été lancées dans les zones les plus touchées, en coopération avec des forces internationales et régionales, telles que la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la

stabilisation au Mali (MINUSMA) et la Force conjointe du G5 Sahel. Cependant, malgré ces efforts, les défis restent immenses.

La situation précaire de la sécurité des personnes et de leurs biens au Mali constitue une préoccupation majeure. L'insécurité croissante a un impact négatif sur la vie

quotidienne des Maliens et entrave le développement du pays. Une action concrète, tant au niveau national qu'international, est nécessaire pour résoudre cette problématique et assurer un avenir plus sûr pour les habitants du Mali.

Harber Touré

Préparation des futures élections au Mali : La CODEM multiplie les rencontres

Après sa rencontre avec l'Union pour la Démocratie et le Développement (UDD), le 9 octobre dernier, la Convergence pour le Développement du Mali (CODEM), présidée par Housseini Amion GUINDO dit Poulo, ancien ministre, a rencontré, le jeudi 12 octobre 2023, le Parti pour le Développement Economique et la Solidarité (PDES). Au cours de ces différentes rencontres, les différents partis politiques ont « exprimé leur satisfaction quant à la convergence de leurs points de vue sur les sujets abordés et ont convenu de maintenir des contacts fréquents et d'initier un regroupement à caractère politique et électoral pour les prochaines échéances électorales ».

« Une délégation de la Convergence pour le Développement du Mali (CODEM), conduite par son Président Housseini Amion GUINDO, a été reçue ce jour jeudi 12 Octobre 2023 par le Comité Directeur National du Parti pour le Développement Economique et la Solidarité (PDES), dirigé par son Président, Moulaye Oumar HAIDARA », révèle un communiqué conjoint PDES/CODEM en date du 12 octobre 2023. Le communiqué indique que cette rencontre qui s'est tenue au siège du PDES à la demande du Parti CODEM, a permis des échanges constructifs sur des sujets cruciaux concernant la vie de la nation et les relations bilatérales entre les deux Partis Politiques. Selon le communiqué conjoint, les échanges ont porté sur les préoccupations liées à l'évolution de la situation sécuritaire du Pays, la situation socio-économique et la situation politique. « Les deux Parties ont exprimé leurs préoccupations et inquiétudes concernant la reprise des hostilités entre les FAMAS (Forces armées maliennes) et le CSP-PSD [Cadre stratégique permanent pour

la paix, la sécurité et le développement]. Les deux ont convenu de travailler ensemble au renforcement de la Démocratie, de la Paix et de la Prospérité au Mali. Les deux Parties ont exprimé leur satisfaction quant à la convergence de leurs points de vue sur les sujets abordés et ont convenu de maintenir des contacts fréquents et d'initier un regroupement à caractère politique et électoral en vue d'envisager l'avenir ensemble », révèle le communiqué conjoint.

Bien avant cette rencontre, une délégation de la Convergence pour le développement du Mali (CODEM), conduite par son Président, Housseini Amion GUINDO, a avait été reçue le lundi 9 octobre 2023, par le Conseil exécutif de l'Union pour la Démocratie et le Développement (UDD), dirigé par son premier vice-président, Bréhima Silimana. Les deux partis ont également exprimé leurs préoccupations et leurs inquiétudes face à la reprise des hostilités entre les FAMAS et le CSP-PSD. « Après des échanges fructueux, les deux parties ont

exprimé leur satisfaction quant à la convergence de leurs points de vue sur les sujets abordés et ont convenu de maintenir des contacts fréquents et d'initier un regroupement à caractère politique et électoral pour les prochaines échéances électorales », soulignait le communiqué conjoint UDD/CODEM.

Par ailleurs, il faut noter que la CODEM de Poulo est membre fondateur de la Plateforme d'alliance Espérance nouvelle Jiguiya Kura. Le Parti CODEM est également membre fondateur de l'Appel du 20 février 2023 pour sauver le Mali. Ces deux organisations sont toutes composées de partis politiques, d'associations, de mouvements et d'Organisations non gouvernementales (ONG). Autant dire que Poulo affûte déjà ses armes avant la présidentielle devant mettre fin la transition en cours au Mali.

Aguibou Sogodogo
Source : Le Républicain



Scandale foncier au Mali : Révélations explosives de l'ancien ministre de la justice Mohamed Aly Bathily

L'ancien Ministre de la Justice, du Domaine et de l'Urbanisme, Me Mohamed Aly Bathily, a récemment fait des déclarations fracassantes concernant la gestion des programmes de logements sociaux sous l'administration d'Ibrahim Boubacar Keita (IBK) au Mali. Ses révélations mettent en lumière des allégations de malversations et de corruption dans la distribution de parcelles de logements sociaux.

Accusations de malversations et de tromperie

Me Mohamed Aly Bathily accuse certains opérateurs économiques d'avoir orchestré une fraude d'envergure en détournant plusieurs parcelles

de logements sociaux dans le cercle de Kati. Il affirme que des transactions frauduleuses ont eu lieu, notamment un échange d'une envergure inquiétante : 30 hectares à Kati contre 60 hectares à Bamako, sur des parcelles initialement destinées au logement social.

Vente illégale de terres destinées au logement social

Selon les allégations de Me Bathily, les 30 hectares échangés ont été ensuite vendus comme terrains dédiés au logement social, alors que le gouvernement les avait

initialement accordés par décret. Cette situation soulève des questions cruciales concernant l'utilisation des terres affectées à des projets de logement social et souligne l'urgence d'une surveillance accrue dans ce domaine.

Implication de personnalités influentes

L'ancien ministre n'a pas hésité à pointer du doigt certaines personnalités maliennes, les qualifiant de « gros voleurs de l'État » en relation avec ces transactions foncières douteuses. Il avance que des députés auraient acquis 15 hectares de terres pour la somme vertigineuse de 3 milliards de FCFA.

Tensions politiques et suspensions

Les révélations de Me Bathily laissent transparaître des tensions politiques palpables entre lui et certaines figures du gouvernement d'IBK, en particulier Hady Niangadou. Il affirme avoir été écarté du gouvernement après avoir obtenu des fonds destinés à la finalisation des constructions de logements sociaux.

Corruption dans le financement électoral

Me Bathily a également soulevé un point des plus préoccupants, en affirmant que les fonds qu'il avait obtenus pour les logements sociaux ont été détournés pour financer les élections de 2018, suggérant ainsi une utilisation abusive de deniers publics à des fins partisans.

Appel à la vigilance et à l'action

L'ancien ministre exhorte le public



à une prise de conscience collective face à ces pratiques inacceptables et à la nécessité impérieuse de lutter contre la corruption et l'impunité au Mali. Il plaide en faveur d'une plus grande transparence et d'une responsabilité accrue dans la gestion des ressources publiques.

Ces révélations mettent en exergue la complexité des enjeux liés à la gestion des logements sociaux

et la corruption présumée dans le secteur foncier au Mali. Elles soulignent les défis cruciaux qui persistent en matière de gouvernance et de transparence dans le pays, et appellent à une enquête approfondie pour établir la véracité des allégations de Me Mohamed Aly Bathily.

Moïse Touré

Source : Bamada.net

www.malikile.com

Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté : Encore du travail à faire au Mali

La Journée internationale des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté a été célébrée le mardi 17 octobre 2023. Cette année, la journée a été placée sous le signe du «travail décent et de la protection sociale pour mettre la dignité en action». Selon l'ONU, ce thème est basé sur des témoignages montrant que les personnes vivant dans l'extrême pauvreté travaillent souvent de longues heures épuisantes dans des conditions dangereuses et non réglementées, mais ne parviennent toujours pas à gagner suffisamment d'argent pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Au Mali, cette journée intervient dans un contexte particulièrement difficile en raison des problèmes économiques.

Au Mali, de nombreuses personnes vivent dans la pauvreté. Cette situation, qui dure depuis de nombreuses années, a aujourd'hui un impact plus important sur la vie des gens en raison du coût élevé de la vie dans le pays.

Dans la capitale, cette journée, bien qu'elle revête un intérêt général, est peu connue des citoyens. En tout cas, c'est le constat que nous avons fait après avoir recueilli l'avis de quelques personnes. Pour Dramane Diarra, cette journée est opportune. En effet, il affirme que ces dernières années, la pauvreté se fait sentir en raison du coût élevé de la vie. «Tout est cher ! Et il suffit de visiter quelques familles pour se rendre compte que la pauvreté prédomine dans tous les domaines», affirme-t-il. Cependant, il estime que la situation affecte davantage les populations rurales. Cette affirmation de notre interlocuteur est confirmée par une analyse de la Banque mondiale, dont la dernière mise à jour a été effectuée le 29 septembre 2023. Selon ce rapport, le taux d'extrême pauvreté s'est accéléré en raison des crises sécuritaires et de la pandémie, atteignant 15,9 % en 2021.



En 2022, ce taux a encore augmenté pour atteindre 19,1 %, en raison de l'érosion du pouvoir d'achat des plus vulnérables, due à la hausse des prix à la consommation et à la faible croissance économique. «Les zones rurales du sud, densément peuplées, concentrent 90 % de la pauvreté du pays», ajoute le rapport.

Il convient de noter que la Journée internationale des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté, qui entre dans sa troisième décennie de célébration, vise à promouvoir la compréhension et le dialogue entre les personnes vivant dans la pauvreté et la société dans son ensemble. Selon l'organisme initiateur de la journée, les pays en développement ont connu depuis l'an 2000 une croissance économique remar-

quable et une augmentation du produit intérieur brut (PIB) par habitant. Cette croissance a contribué à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie.

En ce qui concerne le Mali, des progrès ont été enregistrés dans divers domaines tels que la création d'emplois, l'égalité des sexes, l'éducation, la santé, les mesures de protection sociale, l'agriculture, le développement rural, ainsi que l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets. Cependant, il reste encore du chemin à parcourir pour parvenir à l'élimination totale de la pauvreté.

Siguéta Salimata Dembélé

Tunisie: Crime horrible contre les migrants à la frontière algérienne



Des témoignages terrifiants, voilà ce que certains survivants subsahariens racontent, preuves géolocalisées à l'appui, après avoir été battus puis abandonnés dans le désert ou en montagne par la garde nationale. Et au moins 3 700 migrants auraient également été expulsés vers la Libye depuis juin.

Paul-Edouard partage sa vie entre les plantations d'oliviers et le café depuis qu'il a trouvé un semblant de refuge dans une zone rurale en périphérie de la petite bourgade d'El-Amra, avec sa femme et sa fille de 5 ans, après avoir fui les violences anti-migrants qui ont secoué Sfax au début de l'été. Dans ce champ devenu dortoir, il dépose tous les soirs sa couverture au pied

d'un arbre, installe son couchage puis s'allonge et s'endort, en attendant qu'un autre jour se lève. Au petit matin, lorsque le propriétaire du café voisin ouvre son commerce, il se dirige vers le bâtiment et y passe toute la journée.

C'est là que Le Monde l'a rencontré, le 9 octobre. Assis à une table, un expresso dans une main, une cigarette dans l'autre, ce Camerounais de 38 ans raconte avoir tenté de rejoindre l'Italie trois semaines plus tôt. Mais après avoir été intercepté en mer par la garde nationale tunisienne, il a été débarqué au port de Sfax puis transporté sur plusieurs centaines de kilomètres par les autorités avant d'être abandonné dans une zone désertique à la frontière algérienne, sans eau,

ni nourriture, ni autre forme de procès. Données GPS et photographies à l'appui, il témoigne de ces pratiques que les autorités tunisiennes persistent à nier. Pour protéger son identité et celles des autres personnes interrogées, leurs prénoms ont été modifiés.

Son récit commence comme celui de n'importe quelle traversée clandestine : sur une plage, de nuit, le départ du bateau dans l'obscurité, puis devient rapidement celui de n'importe quelle interception d'un bateau clandestin par la garde nationale. Les vagues, le moteur qui s'arrête, la tension avec les agents, le transfert sur un bateau rapide. À midi, Paul-Edouard est débarqué au port de Sfax avec environ 300 autres personnes, selon ses esti-

mations.

«Une balle dans la tête»

C'est là que les violences ont commencé. «Quand nous sommes arrivés au port de Sfax, nous avons été battus», dit-il, en décrivant les coups portés par les agents des forces de sécurité. Ils sont ensuite retenus toute la journée sur le quai, «sans avoir à manger ou à boire», leurs téléphones sont confisqués. À la tombée de la nuit, quatre bus arrivent et les migrants sont forcés d'y monter, sans connaître leur destination. Ils quittent la ville portuaire, accompagnés de véhicules des forces de sécurité - comme le montre une vidéo qu'il a filmée, consultée par Le Monde. «Nous avons roulé jusqu'à 4 heures du matin, puis nous avons été déposés sur une base de la garde nationale», se souvient-il. L'analyse des données GPS transmises révèle que les bus parcourent près de 300 km jusqu'au Kef, dans le nord-ouest de la Tunisie. Ils sont ensuite transférés à l'arrière de pick-up, «chargés comme du bétail», puis déposés quelque part dans la montagne.

Une fois les Tunisiens partis, les Subsahariens font face aux garde-frontières algériens et comprennent rapidement qu'ils ne sont pas les bienvenus. «Nous avons essayé des tirs de sommation de la part de l'armée algérienne, qui nous a ordonné de retourner en Tunisie», affirme Paul-Edouard. «Nous n'avions pas le choix, il y avait des femmes enceintes, des bébés, et de nombreuses personnes blessées. Nous avons faim, nous avons soif. Alors nous sommes retournés en Tunisie.» En rebroussant chemin, il tombe sur l'unité qui les a expulsés. «Ils nous arrêtent à nouveau, nous mettent dans les pick-up. Ils nous emmènent dans un autre camp. Il est environ 10 heures quand nous arrivons là-bas.»

Ils passent la journée du 20 septembre enfermés dans ce poste de la garde nationale, non loin de Thala, toujours dans la même région de l'ouest tunisien, en attendant la nuit tombée. Les agents les remettent alors entre les mains des

forces de l'ordre et, à 22 heures, ils prennent la route en direction de la ville frontalière de Sakiet Sidi Youssef, à une centaine de kilomètres plus au nord. Les gardes nationaux sont alors très clairs : «Ils nous promettent que c'est notre dernier jour en Tunisie», se souvient Paul-Edouard. «Et s'ils nous voyaient revenir, ils nous tireraient une balle dans la tête. C'est ce qu'ils nous ont dit.» En face de Paul-Edouard, dans ce café d'El-Amra, Emmanuel, un jeune Camerounais de 18 ans, présente au moment des faits, acquiesce d'un signe de tête.

Abandonnés pour la deuxième fois, livrés à eux-mêmes, les migrants décident de revenir en Tunisie, le 21 septembre au petit matin. Ils marchent alors pendant neuf jours, parcourant des dizaines de kilomètres à pied, entre montagnes et forêts, afin d'éviter de tomber à nouveau sur les autorités du pays. Neuf nuits à dormir à même le sol dans un froid «glacial», se remémore Paul-Edouard, la voix tremblante. Finalement, ils parviennent à rejoindre Tajerouine, une ville de la région, et trouvent un moyen de transport clandestin qui les ramène aux environs de Sfax. Deux semaines après les événements, Paul-Edouard et Emmanuel ne parviennent toujours pas à comprendre pourquoi les autorités leur ont infligé un tel traitement. Dans ce café d'El-Amra, leur histoire trouve un écho : de nombreuses personnes rapportent également des expulsions au cours des semaines passées et des incidents similaires. Ce phénomène n'est pas nouveau. En juillet, plusieurs centaines de migrants avaient déjà été abandonnés dans le désert par les forces de sécurité tunisiennes.

Les images de ces hommes, femmes et enfants abandonnés le long de la frontière tuniso-libyenne, exposés à une chaleur extrême sans eau ni nourriture, avaient alors largement circulé sur les réseaux sociaux et dans les médias. Cependant, début août, la signature d'un accord entre les ministres de l'Intérieur des deux pays pour évacuer tous les migrants restants dans la

zone laissait espérer la fin de ces pratiques. Cependant, une organisation humanitaire basée en Libye a confirmé au Monde, sous couvert d'anonymat, qu'au moins 3 700 migrants ont été expulsés de Tunisie vers la Libye depuis juin.

«Des allégations infondées»

Les autorités tunisiennes n'ont jamais reconnu ces expulsions. Interrogé par Le Monde, le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Faker Bouzghaya, a réfuté ces pratiques en se référant à une déclaration du 3 août de son ministre, Kamel Feki, dans laquelle il soulignait que «les allégations sur les expulsions sont infondées». Le porte-parole de la garde nationale, Houssein Jebabli, nie également ces pratiques. «Ce n'est pas vrai, nous avons d'autres témoignages disant exactement le contraire. La Tunisie a accueilli ces personnes et le Croissant-Rouge a fait de son mieux pour les migrants», déclare-t-il, sans donner plus de précisions.

Cependant, une trentaine de cadavres a été retrouvée dans la zone frontalière, selon la source humanitaire précédemment citée, et 80 personnes sont toujours portées disparues. À El-Amra, la reprise des expulsions suscite la terreur. «Du jour au lendemain, vous pouvez vous retrouver dans le désert. Qui n'a pas peur ? Sans nourriture, sans eau, vous avez forcément peur», explique Amadou, qui a été conduit à la frontière algérienne avec son ami Félix fin septembre. À une autre table, Mohamed montre sur son téléphone une photo d'un jeune homme assis dans une zone désertique de la frontière libyenne : «Je n'ai pas de nouvelles de mon ami, nous avons été séparés là-bas, je ne sais pas ce qu'il est devenu».

Après un tel traumatisme, tous ont déjà envisagé de rentrer chez eux, mais ont finalement exclu cette option. «Autant faire les 150 km qui nous séparent de Lampedusa. Nous caressons ce rêve», conclut Paul-Edouard.

Binadjan Doumbia

Burkina Faso

Hommage mérité à l'ancien président Thomas Sankara



Pour commémorer le 36e anniversaire de la mort du dirigeant révolutionnaire du pays des hommes intègres, une cérémonie sobre a eu lieu à Ouagadougou le dimanche 15 octobre 2023 dernier.

Le régime de transition au Burkina Faso a rendu hommage le dimanche 15 octobre à Ouagadougou à l'ancien président révolutionnaire Thomas Sankara, assassiné lors d'un coup d'État le 15 octobre 1987. Une cérémonie sobre a marqué le 36e anniversaire de sa mort, selon un journaliste de l'AFP. La cérémonie s'est déroulée devant la grande statue de Thomas Sankara, érigée dans la capitale burkinabée

en 2019, à l'endroit où l'ex-président a été assassiné et inhumé en février.

Le chef de la transition et capitaine Ibrahim Traoré, arrivé au pouvoir par un coup d'État il y a un an, a présidé la cérémonie, accompagné de plusieurs membres du gouvernement et de présidents d'institutions. Vêtu d'un treillis militaire et d'un béret rouge, le capitaine Traoré a déposé une gerbe de fleurs au pied de la statue, après avoir présenté le décret adopté début octobre élevant Thomas Sankara au rang de «héros de la nation».

Le statut de «héros de la nation» a été créé en juin 2022 pour honorer des personnes s'étant notamment

distinguées par leur «bravoure exceptionnelle pour la défense d'une cause nationale» ou leurs «prouesses exceptionnelles et honorables pour la nation», selon le gouvernement burkinabé.

«Reconnaissance»

Le capitaine Traoré a ensuite procédé à la pose d'une première pierre marquant le début de la construction d'un mausolée sur le même site, consacré au père de la révolution burkinabée et à ses douze autres compagnons tués avec lui. Une journée d'hommage à Thomas Sankara sera «célébrée chaque 15 octobre à Ouagadougou», a déclaré le ministre de la fonction publique, Bassolma Bazié.

De plus, l'ancien boulevard Charles-de-Gaulle, jouxtant le siège du mémorial, a été rebaptisé du nom de Thomas Sankara en guise de «reconnaissance», selon le vice-président du Comité international mémorial Thomas Sankara (CIMTS), le colonel major Daouda Traoré.

Arrivé au pouvoir par un putsch en août 1983, l'icône panafricaine a été

tuée lors d'un coup d'État fomenté par son numéro deux, Blaise Compaoré. Ce jour-là, Thomas Sankara était en réunion au siège du Conseil national de la révolution (CNR), qu'il avait créé, lorsqu'un commando de soldats putschistes est arrivé sur place et l'a abattu avec ses compagnons.

Après la mort de M. Sankara, Blaise

Compaoré est resté au pouvoir jusqu'à une insurrection populaire qui a entraîné sa chute en 2014. En avril 2022, le tribunal militaire de Ouagadougou a condamné M. Compaoré, qui vit en Côte d'Ivoire, par contumace à la prison à perpétuité pour son rôle dans l'assassinat de Thomas Sankara.

Binadjan Dombia

RFI:

Alain Foka annonce son départ



La Ligue des États arabes et l'Union africaine ont lancé un appel le dimanche 15 octobre 2023 en faveur d'un arrêt immédiat des actions militaires dans la bande de Gaza. Face à l'urgence humanitaire en Palestine, la Ligue et l'UA ont plaidé en faveur d'un «effort international concerté», soulignant «la nécessité urgente d'ouvrir un

couloir humanitaire pour fournir une aide de base à la population et soulager les blessés». Ils ont également souligné que les punitions collectives ne peuvent être acceptées.

DAlain Foka, journaliste emblématique et figure de proue de Radio France Internationale (RFI), a an-

noncé qu'il quitterait la station à la fin du mois d'octobre 2023. Après avoir consacré près de trente ans de sa vie à informer les auditeurs sur l'actualité africaine à travers divers programmes tels que «Médias d'Afrique», «Le Débat africain», «Afrique +» et «Archives d'Afrique», Alain Foka a décidé de prendre un nouveau départ.

Au cours de sa longue carrière à RFI, Alain Foka a contribué à offrir une perspective africaine de l'actualité internationale, mettant en lumière les champions africains et racontant l'histoire contemporaine du continent. Ses émissions ont rencontré un vif succès et ont été parmi les plus suivies de l'antenne de RFI, bénéficiant du large soutien des auditeurs.

Dans son message, Alain Foka exprime sa gratitude envers ses collaborateurs dévoués qui l'ont soutenu tout au long de ces années, tels que Delphine Michaud, Olivier Raoul, Foch Nguyen, Lucie Boute-loup, Albert Morin, Nicolas Benitas, Aby Diouf, Sarah Sakho, Marie Hélène Rollin, et bien d'autres. Il tient également à remercier ses soutiens et amis de la maison RFI, ainsi que des personnalités telles que Damien Houles, Ludovic Dunod, Juan Gomez, Yasmine Chouaki, Eric Amien, Corinne Mandjou, Claire Hedon, Vladimir Cagnolari, Jessica Taieb, Anne Marie Capomaccio, Alain de Pouzilnac, et surtout son frère Claudy Siar, qui ont été à ses côtés dans toutes les batailles menées au cours de ces trente dernières années. Il rend également hommage à Amobé Mevegue, Jean

Karim Fall et Henri Perhillou.

Alain Foka assure à ses auditeurs que ce départ n'est qu'un au revoir et qu'il s'agit en réalité d'un nouveau départ. Il continuera à partager le narratif africain sur sa plateforme digitale, où il compte déjà plusieurs millions de followers, espérant en attirer encore plus nombreux.

De plus, le programme «Archives d'Afrique» se poursuivra plus que jamais en vidéo sur la plateforme digitale Alain Foka Officiel (AFO), tout en proposant des reportages, des documentaires, des entretiens, des chroniques et d'autres contenus africains.

Alain Foka exprime sa conviction que l'histoire de l'Afrique ne doit plus être racontée uniquement du point de vue des autres, mais que la pensée, le projet et la vision africaine doivent être vulgarisés dans un monde en constante évolution. Il promet même une grande surprise dans les mois à venir, annonçant une renaissance.

Alain Foka quitte RFI après de nombreuses années de service dévoué, mais il reste déterminé à poursuivre sa mission de partager l'his-

toire et les perspectives africaines, en offrant aux auditeurs une vision unique et enrichissante.

Récemment, notre confrère a adopté une posture plus panafricaniste. Il critique la diplomatie française en Afrique. Malgré cette nouvelle attitude d'Alain Foka, RFI l'a quand même gardé jusqu'à sa décision personnelle de partir.

Ayant appris cette nouvelle, notre aîné Hamidou Sampy lui a adressé un message : « Très émouvant mon frère et Ami, Alain Foka, une très belle carrière à RFI mais un homme doit savoir partir à temps, avant d'être tourné en ridicule face à tes prises de positions. Dans le nouveau concert des nations l'Afrique a besoin de tous ses bons fils, au front ! Puisque la nouvelle guerre mondiale est de communication, nous avons besoins de tous nos bons soldats réservistes. À nous le front désormais !! »

La rédaction

Abonnez-vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp:70 44 22 23 - Mail:@gmail.com

Site:www.malikile.com

Mali-Ouganda : Les aigles gagnent, mais ...

Le Mali aura souffert mais se sera finalement imposé par la plus petite des marges 1-0 face à l'Ouganda, vendredi en match amical au stade du 26 mars. Le match a été marqué par la blessure de deux cadres de l'équipe : Ibrahima Koné et le défenseur Falaye Sacko. La sortie de l'attaquant a été d'une scène émouvante.

Touché à la cheville à la suite d'une intervention peu académique sur un Ougandais, Ibrahima Koné a été évacué en ambulance avant la demi-heure de jeu (25 minutes pour être précis), sous les larmes de ses coéquipiers. Remplacé par Lassine Sinayoko, Ibrahima Koné a été conduit à l'hôpital du Mali puis à la Clinique Pasteur de Bamako pour des soins pointus. «Après les examens médicaux effectués par les spécialistes, les résultats révèlent la luxation associée à une fracture de la malléole interne du tibia droit », a informé la Fédération malienne de football (Fémafot) samedi dans

un communiqué. Selon la même source, l'ancien joueur du COB a rejoint son nouveau club d'Almeria (arrivé en août) samedi en Espagne où il sera opéré ce lundi 16 octobre. Pour la Fémafot, les chances d'un retour de l'attaquant à moins de trois mois du coup d'envoi de la CAN ne sont pas compromises, mais au regard de la nature de sa blessure, rien n'est moins sûr.

Entretiens sur le terrain, les Aigles ont eu du mal à trouver la faille dans la défense ougandaise. Il fallait attendre l'entrée en jeu du nouveau Fousseini Diabaté pour débloquer la

rencontre. L'ailier de Lausanne-Sport, qui fêtait enfin sa première sélection, servait Adama Traoré «Noss», qui se faisait faucher dans la surface. Lassine Sinayoko transformait le penalty et permettait alors aux Maliens de prendre l'avantage au tableau d'affichage (1-0, 75^e min). Une victoire en somme méritée pour les hommes d'Eric Chelle, qui affronteront l'Arabie saoudite mardi prochain à Algarve au Portugal pour un deuxième match amical.

Ousmane CAMARA
LE TMOIN





Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre envie de prendre le large pour vous lancer dans de nouvelles aventures va s'accroître. Ce besoin de voir et faire autre chose vous empêche de vous donner complètement à votre travail actuel. Attention, une baisse d'efficacité et de sérieux se retournerait contre vous. Pourquoi ne pas vous investir comme à votre habitude et consacrer vos moments de libre à la recherche de l'emploi dont vous rêvez ?



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous prenez d'excellentes décisions et avez un flair imbattable pour améliorer la situation de votre entreprise. Un client ou un concurrent pourrait vous tenter de vous faire un mauvais coup, mais vous saurez déjouer cela avec brio. Cette situation ne va faire qu'améliorer votre leadership. On vous prend au sérieux et il ne serait pas étonnant que votre hiérarchie vous propose de nouvelles responsabilités.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

C'est le moment de vous demander si vos ambitions professionnelles sont compatibles avec vos valeurs et vos envies profondes. Si tel n'est pas le cas, l'alignement des planètes vous indique qu'une reconversion est possible. Ne vous laissez pas freiner par vos angoisses : si vous vous laissez guider par votre être profond, vous avancerez sereinement vers une belle réussite, aussi bien professionnelle que personnelle.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Votre réactivité et votre capacité à gérer les situations d'urgence vous font marquer des points. Votre hiérarchie se félicite de vous compter dans son équipe. Si vous songez à demander un avancement ou davantage de responsabilités, la période y est favorable. Toutefois, sachez rester humble, car une demande teintée de vanité serait très mal perçue. Rappelez-vous que nul n'est irremplaçable, aussi doué soit-il.



Lion (22 juillet - 23 août)

Bonne nouvelle : après un léger coup de mou ces derniers temps, votre énergie revient enfin. Plus fort qu'avant, vous remontez la pente, et vos efforts finissent par payer. Ne prêtez surtout pas attention aux critiques non constructives de votre entourage professionnel, et restez fidèle à vos valeurs. Les astres vous sont favorables, et de belles réussites sont à venir. Alors, ne baissez pas les bras !



Vierge (23 août - 23 septembre)

Pour être efficace, il va falloir repenser votre approche du travail aujourd'hui. Votre manière de fonctionner n'arrive plus à suivre le rythme effréné qui vous est imposé. Une nouvelle organisation de vos tâches est donc à envisager. Repérez les personnes susceptibles de vous aider, observez ce qui se passe dans votre cercle professionnel et innovez avec des idées dont vous avez le secret pour améliorer votre efficacité.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Rien de spécial, aujourd'hui. Vous ferez comme d'habitude, et cela commence à vous lasser. Les tâches habituelles vous ennuiant de plus en plus. Parlez-en à vos supérieurs, ils trouveront de quoi varier votre travail et vous combler. C'est aussi l'occasion de montrer de quoi vous êtes capable. Si vous cherchez un nouvel emploi, la journée sera très utile. Vous vous ferez remarquer, et ce contact pourra aboutir à un emploi.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Le ciel vous incite à la prudence. Évitez de vous lancer dans des entreprises délicates, elles pourraient vous conduire dans des impasses. Si des offres vous semblent alléchantes, prenez le temps de la réflexion et discutez-en avec vos partenaires professionnels. Il est préférable de décliner une proposition de projet aventureuse plutôt que de vous mettre en danger. Le discernement est votre allié.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

C'est une période idéale pour clore des dossiers, finaliser la signature d'un contrat, officialiser une situation ou se débarrasser de toute la paperasserie que vous rechignez habituellement à faire. Vous ressentez le besoin d'avancer et de passer à de nouveaux projets. Votre sens de l'organisation ne passera pas inaperçu et on pourrait vous proposer de nouvelles responsabilités qui combleront vos désirs de changement.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Quelques petits nuages côté travail, mais rien qui ne puisse être réglé. Vous tenez à votre autonomie, mais celle-ci vous pousse à faire souvent cavalier seul. Apprenez à écouter les idées de votre entourage professionnel, vous pourriez être agréablement surpris. Si vous n'aimez pas que l'on vous dicte la marche à suivre, cela peut être mal perçu, particulièrement par votre hiérarchie. Prenez sur vous en acceptant de faire des concessions.



Verseau (20 janvier - 19 février)

C'est la journée du compromis aujourd'hui au travail ! Et vous devrez faire avec, même si cela ne vous convient pas. Vous devrez ruser et agir dans la nuance pour que votre travail et vos idées pertinentes soient reconnus. Acceptez, et cela ira mieux demain ! Vous avez envie de trouver un nouvel emploi ? Là encore, vous devrez mettre votre esprit astucieux au premier plan dans vos recherches, mais cela payera bientôt !



Poisson (19 février - 21 mars)

La période est favorable aux nouvelles entreprises. Mais il pourrait être opportun de demander l'opinion de vos partenaires professionnels avant de vous lancer sur un nouveau projet. Votre esprit d'aventure vous pousse parfois à accepter les offres trop vite. Demander un ou deux avis vous permettra de peser le pour et le contre de chacune des propositions et de faire des choix qui vous conviendront sur le long terme.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>1273 Malikilé</p> <p>Kamena lève le voile!</p>	<p>1274 Malikilé</p> <p>Les enfants de Badalabougou servis</p>	<p>1275 Malikilé</p> <p>Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA</p>	<p>1276 Malikilé</p> <p>La grosse arnaque!</p>
<p>1277 Malikilé</p> <p>242 filles et femmes installées</p>	<p>1278 Malikilé</p> <p>Fcfa ou monnaies nationales. De quoi ont peur les pays de la zone franc?</p>	<p>1279 Malikilé</p> <p>Montaga Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM</p>	<p>1280 Malikilé</p> <p>Les travaux débute aujourd'hui!</p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23